

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIDAULT ANDRE (SAS)

Lieu dit La Saudraie
22440 PLOUFRAGAN

Code AIOT : 0005502383

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement BIDAULT ANDRE (SAS) implanté LA VALLEE 22800 ST BRANDAN. L'inspection a été annoncée le 29/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIDAULT ANDRE (SAS)
- LA VALLEE 22800 ST BRANDAN
- Code AIOT : 0005502383
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 19 octobre 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté du 19 octobre 2006

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Matérialisation du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Matériaux admis	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 5.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.	/	Sans objet
7	Valeurs admissibles pour les eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.3.	/	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.7.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.5.	/	Sans objet
2	Extraction de matériaux autorisée	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.6.	/	Sans objet
10	Admission des matériaux	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 5.3.	/	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 19 octobre 2006 concernant l'identification de l'installation, la matérialisation du périmètre, le point de rejet des eaux et le registre des déchets admis.

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs au manque d'informations sur le plan de carrière, au défaut de curage du bassin et à l'absence de mesures de bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Production autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La production maximale, calculée sur une période d'un an, est de 30 000 t. La production moyenne, calculée sur une période de cinq ans est de 25 000 t.
Constats : L'exploitant indique que la production a été de 2 000 tonnes en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Extraction de matériaux autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction de matériaux autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est faite sur une hauteur maximale de 8 mètres par rapport au terrain naturel. En particulier, aucune extraction n'est autorisée sous le niveau haut de la nappe phréatique et sous l'altitude 175 m NGF.
Constats : L'extraction est réalisée sur un palier unique de 8 mètres au maximum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Panneaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, dans les trois mois suivant la date de cet arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau identifiant l'installation est absent. L'exploitant doit mettre un panneau identifiant l'installation autorisée en entrée de site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Matérialisation du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Matérialisation du périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie et autour des zones dangereuses de la carrière permet d'en interdire l'accès. En particulier, un portail interdit l'accès au site en dehors des heures d'ouverture au public.
Constats : L'entrée du site est équipée d'un portail, la végétation en périphérie fait office de clôture en partie, il y a une ouverture en limite de périmètre sur la partie Ouest du site, le merlon à gauche de l'entrée ne permet pas une sécurisation du haut du front de taille, la partie droite de la piste d'accès est ouverte sur une parcelle agricole. De plus, le site fait l'objet d'intrusions régulières. L'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none">- clôturer efficacement le site en partie Ouest;- renforcer le merlon et signaler le danger à gauche de l'entrée;- procéder à la clôture de la partie droite de la piste d'accès à la zone d'extraction, et mettre en place une signalisation de carrière;- interdire l'accès sur l'ensemble de la périphérie de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance du respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;• les bords de la fouille ;• la position des stocks ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• le réseau de circulation des eaux ;• les zones remises en état. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par l'article 7 ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour l'année suivante
Constats : L'exploitant présente un plan de la carrière qui ne contient pas l'ensemble des informations prévues. L'exploitant doit établir un plan de la carrière sur fond cadastral avec l'ensemble des données prévues dans l'arrêté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls deux points de rejets sont autorisés. Le débit de rejet est limité à 20L/s. Les points de rejet sont équipés d'un système permettant de les bloquer en cas de pollution. Les points de rejet sont clairement repérés et facilement accessibles.
Constats : L'installation est équipée d'un point de rejet, qui ne dispose pas de système de blocage et n'est pas facilement accessible. Le bassin de décantation n'est pas protégé. L'exploitant doit rendre le point de rejet accessible, mettre en place un système de blocage en cas de pollution et mettre en place une protection au pourtour du bassin de décantation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Valeurs admissibles pour les eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs admissibles pour les eaux rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions [...] Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
Constats : L'exploitant présente le rapport de suivi des eaux rejetées pour 2022 qui conclut à la conformité des valeurs sur l'ensemble des paramètres. Sur l'historique des valeurs de rejet, la valeur pour le paramètre MES est parfois élevée, le bassin de décantation est en partie rempli et n'assure pas une décantation efficace. L'exploitant doit procéder au curage du bassin décantation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement : Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans les trois mois suivant les débuts des travaux puis tous les deux ans au niveau des cités ci-dessus, pendant les périodes d'activité.
Constats : L'exploitant indique qu'aucune mesure de la situation acoustique n'a été réalisée récemment du fait de la très faible activité sur le site. L'exploitant doit procéder à des mesures de bruits (niveau sonore maximal et émergence) lors de la prochaine campagne d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Matériaux admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux admis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le remblayage est effectué uniquement avec des terres non polluées, des déblais de terrassement et des matériaux inertes issus des chantiers de construction (à hauteur de 20 % maximum pour cette dernière catégorie). Il peut aussi être constitué des stériles d'extraction et des boues issues du lavage des matériaux présentant un caractère inerte. Seuls les déchets solides inertes tels que bétons, tuiles, céramiques, briques, verres, gravats, terres et autres substances minérales ou assimilables au substrat naturel sont admissibles. Les déchets dangereux, industriels spéciaux, organiques, fermentescibles, radioactifs, explosifs ou inflammables, ainsi que le plâtre, les matériaux contenant de l'amiante et les déchets non pelletables y sont interdits.
Constats : L'installation accueille des déchets inertes, essentiellement des gravats et de la terre. L'exploitant ne dispose pas de registre d'acceptation des déchets et précise que les déchets stockés sont uniquement issus des chantiers de l'entreprise. L'exploitant doit tenir à jour un registre d'accueil de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Admission des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan de circulation, affiché à l'entrée de l'exploitation, précise les conditions de circulation, le trajet des véhicules et les lieux où s'effectuent le chargement et le déchargement. Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés. Pour pouvoir servir au remblayage, les matériaux font l'objet d'un contrôle visuel et olfactif à l'entrée du site, puis au déchargement et, enfin, lors du régalage.
Constats : L'exploitant précise que les déchets sont issus uniquement des chantiers de l'entreprise et que les chauffeurs de l'entreprise contrôlent les chargements. Les déchets sont déposés sur une plate-forme avant le régalage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant de la garantie financière est réévalué tous les cinq ans sur la base du montant prévu pour la période quinquennale considérée et de la valeur de l'indice TP01 au moment de la réévaluation. Il doit aussi être réévalué à l'initiative de l'exploitant en cas de hausse de plus de 15 % de l'indice TP01 depuis le début de la période quinquennale considérée. L'exploitant devra adresser au Préfet le document attestant de la constitution de la garantie financière en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.4. Il devra être conforme au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 1er février 1996. L'attestation du renouvellement de la garantie financière devra être transmise au Préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours.
Constats : L'installation dispose d'un acte de cautionnement valable jusqu'au 31 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet